



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.217/2
du 13 avril 2022

advies 71.217/2
van 13 april 2022

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'remplaçant l'arrêté ministériel
du 6 mai 2003 déterminant
l'équipement réglementaire
des agents de la Sûreté de
l'État et fixant les dispositions
particulières relatives à la
détention, au port et à la garde
de l'armement'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot vervanging van het
ministerieel besluit van
6 mei 2003 tot bepaling van de
voorgeschreven uitrusting van
de agenten van de Veiligheid
van de Staat en tot vaststelling
van bijzondere bepalingen
betreffende het voorhanden
hebben, het dragen en het
bewaren van de bewapening'

Le 18 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'remplaçant l'arrêté ministériel du 6 mai 2003 déterminant l'équipement réglementaire des agents de la Sûreté de l'État et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, au port et à la garde de l'armement'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 avril 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 avril 2022.

*

Op 18 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vervanging van het ministerieel besluit van 6 mei 2003 tot bepaling van de voorgeschreven uitrusting van de agenten van de Veiligheid van de Staat en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het dragen en het bewaren van de bewapening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 april 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 april 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il résulte de l'intitulé et de l'article 36 du projet que celui-ci tend à remplacer l'arrêté ministériel du 6 mai 2003 'déterminant l'équipement réglementaire des agents de la Sûreté de l'État et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, au port et à la garde de l'armement'.

Il ressort des informations reçues de la fonctionnaire déléguée que l'arrêté ministériel du 6 mai 2003 n'a pas été publié au *Moniteur belge* mais qu'il a été adopté et appliqué jusqu'à ce jour.

Dans le cadre des mesures d'instruction menées par l'auditeur-rapporteur, une version de cet arrêté ministériel a été transmise par la fonctionnaire déléguée.

La section de législation a donné, le 18 septembre 2006, un avis 41.229/2 sur un projet d'arrêté ministériel 'déterminant les armes et les munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes', dont l'article 17 prévoyait l'abrogation de l'arrêté ministériel du 6 mai 2003 ¹.

La fonctionnaire déléguée a cependant indiqué que ce projet d'arrêté ministériel n'a jamais été adopté et n'a donc pas été appliqué.

Concernant le projet d'arrêté ministériel à l'examen et comme la section de législation a déjà eu l'occasion de le faire observer,

« [p]our rappel, les arrêtés royaux et ministériels qui intéressent la généralité des citoyens doivent être publiés dans leur intégralité au *Moniteur belge*. Ils sont obligatoires dans tout le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. À l'inverse des lois, pour lesquelles aucun délai de publication n'est imposé, l'article 56 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative prévoit que ces arrêtés doivent être publiés dans le mois de leur date. Ce délai constitue un délai d'ordre. Son dépassement ne donne pas lieu à l'annulation de l'arrêté, dont la validité n'est pas affectée par le défaut de publication. Tout au plus conduit-il à son inopposabilité.

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41229>.

Pour ce qui est des actes qui n'intéressent pas la généralité des citoyens, l'article 56 des lois coordonnées, précitées, dispose qu'ils peuvent n'être publiés que par extrait ou ne faire l'objet que d'une simple mention au *Moniteur belge* ; si leur publicité ne présente aucun caractère d'utilité publique, ils peuvent ne pas être publiés.

Un arrêté royal peut également être notifié aux personnes intéressées. Dans ce cas, il est obligatoire à partir de sa notification ou de sa publication si celle-ci se produit avant.

[...] » ².

En l'espèce, le projet d'arrêté ministériel intéresse la généralité des citoyens dès lors que son application n'est pas limitée à un nombre déterminé ou déterminable d'entre eux et que, de plus, la question de savoir qui peut porter des armes et dans quelles conditions générales intéresse non seulement le porteur de l'arme mais également, dans une certaine mesure, la généralité des citoyens ³.

L'auteur du projet veillera à procéder à la publication de l'arrêté ministériel en projet.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Les alinéas 1^{er} à 4 du préambule paraissent avoir pour objet de viser les fondements juridiques du projet.

Ils appellent les observations suivantes :

1° L'alinéa 1^{er}, relatif à la loi du 30 novembre 1998 'organique des services de renseignement et de sécurité', doit viser exclusivement l'article 34, tel qu'il a été modifié par la loi du 30 mars 2017.

2° L'alinéa 2 fait référence à la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques et individuelles avec des armes' (dite « loi sur les armes » selon l'article 46 de cette loi).

Il y a lieu de viser l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de celle-ci, qui constitue le fondement juridique de l'article 2, alinéa 5, de l'arrêté royal du 26 juin 2002 'relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique', lequel habilite le ministre à adopter le projet. L'article 48 de la loi du 8 juin 2006 doit également être visé, ainsi que le fait l'alinéa 2 du préambule.

3° L'article 2, alinéa 5, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 2019, doit être plus précisément visé à l'alinéa 4 actuel du préambule.

² Avis 34.016/2 donné le 12 août 2002 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 29 août 2002 'déterminant les armes et les munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des inspecteurs et des inspecteurs en chef adjoints du service sûreté de l'inspection aéroportuaire à l'aéroport de Bruxelles-National' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/34016>) ; avis 41.229/2 précité.

³ Avis 34.016/2 et 41.229/2 précités.

4° Le Code du bien-être au travail ne procurant aucun fondement légal au projet, l'alinéa 3 du préambule doit être omis.

Dès lors que ce Code contribue au cadre juridique du projet, tel étant le cas par exemple des articles I.4-25, I.4-26 et I.4-29 du Code pour l'article 16, alinéa 2, du projet, il est loisible à l'auteur du projet de faire de l'alinéa 3 du préambule un considérant, à placer après les visas.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Les mots « remplaçant l'arrêté ministériel du 6 mai 2003 » seront omis de l'intitulé.

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 7 doit être corrigé par la mention correcte de la date à laquelle la Secrétaire d'État au Budget a donné son accord, à savoir le 13 octobre 2021.

2. Les alinéas 9 et 10 sont relatifs aux protocoles de négociations syndicales.

Seules les signatures des protocoles ont été transmises en annexe à la demande d'avis mais elles ne sont pas accompagnées des remarques émises lors de ces négociations de telle manière que la section de législation n'a pas pu en prendre connaissance.

L'auteur du projet doit s'assurer de ce que ces formalités ont été correctement accomplies.

3. À l'alinéa 11 du préambule, il y a lieu de viser l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, étant donné que l'avis a été sollicité dans un délai de trente jours.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Le 4° définit la notion de munition par « tous les types de munitions visés dans le présent arrêté ».

Dès lors que la définition contient le terme qui en fait précisément l'objet sans y ajouter d'autre élément, le 4° est inutile et sera dès lors omis.

2. Au 7°, qui contient la définition de « dépôt d'armes et de munitions », il est renvoyé aux conditions fixées dans le permis d'environnement telles qu'elles sont prévues par l'ordonnance

du 5 juin 1997 'relative aux permis d'environnement', ce qui couvre uniquement ce type de dépôt situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'auteur du texte appréciera si la définition ne doit pas être étendue aux législations similaires applicables en Région flamande et en Région wallonne pour l'application des articles 27 et 28 du projet.

3. Le 9° définit le « directeur des opérations » comme étant « l'agent de la Sûreté de l'État tel que visé à l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État ou son remplaçant »⁴.

Il serait préférable de renvoyer à la définition de « directeur des Opérations de la Sûreté de l'État » figurant à l'article 3, 18°, de la loi du 30 novembre 1998 (en l'espèce, « la loi organique » selon l'article 1^{er}, 1°, du projet) en la complétant par la précision souhaitée par l'auteur du texte « ou son remplaçant ».

4. L'article 31, § 3, utilise la notion de « jour ouvrable », qui n'est définie ni dans la loi du 8 juin 2006 'sur les armes' ni dans le projet à l'examen.

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, cette expression exclut le dimanche et les jours fériés légaux mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable⁵.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet d'arrêté était, pour son application, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter l'article 1^{er} ou l'article 31, § 3, par une disposition indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 6

Il serait utile de préciser quelle personne est chargée, au sein de la Sûreté de l'État, de communiquer les caractéristiques essentielles des armes à feu visées à l'article 3 au registre central des armes.

Eu égard notamment aux articles 2, alinéa 1^{er}, et 5 du projet, il s'agit sans doute de l'administrateur général.

⁴ Voir notamment l'article 115 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006.

⁵ Voir par exemple C.E., 20 mai 2010, n° 204.165, *Piret*, et 11 février 2014, n° 226.375, *Libert*.

Articles 7 à 9 et 17

Les articles 7 à 9 doivent être complétés pour préciser ce que recouvre la notion de « formation de base », le cas échéant en renvoyant aux dispositions législatives ou réglementaires pertinentes ou en prévoyant une habilitation à cet effet.

Cette observation vaut *a fortiori* pour l'article 17, alinéa 1^{er}, dès lors que cette disposition subordonne l'autorisation pouvant être conférée à un agent à détenir l'armement et l'équipement qui lui ont été attribués à notamment la condition selon laquelle il doit avoir « suivi la formation appropriée »⁶.

Article 12

La notion de membre de l'équipe d'intervention est définie par l'article 1^{er}, 12°, du projet tandis que le projet n'apporte aucune précision en ce qui concerne celle d'« agent chargé de la surveillance et de l'observation ».

Le dispositif, de préférence en son article 1^{er}, sera complété en précisant de quel service relève cet agent, le cas échéant par un renvoi à la base réglementaire applicable.

Article 13

Les mots « le cas échéant » laissent penser qu'il pourrait être dérogé à la règle prescrite par l'article 13. Or cette disposition est rédigée dans le sens d'une obligation pour le membre de l'équipe d'intervention de participer au moins une fois par an à l'entraînement à l'utilisation de l'armement visé à l'article 3, § 2.

Partant, les mots « le cas échéant » seront omis, sauf à préciser le dispositif en fonction de l'intention de l'auteur du projet.

Articles 29 et 30

Le 1° de l'article 29 sera complété par l'indication des dispositions pertinentes relatives à la réglementation sur la surveillance de la santé des travailleurs auxquelles l'auteur du projet entend se référer.

La même observation vaut pour l'article 30, alinéa 1^{er}.

⁶ À titre de comparaison, l'article 34, alinéa 2, seconde phrase, habilite l'administrateur général à « détermine[r] les formations que les moniteurs de tir doivent suivre, la fréquence de ces formations et les modalités pratiques ».

Article 31

1. Vu l'objet du paragraphe 1^{er}, qui concerne le danger que présente la détention ou le port d'un armement par un agent, il convient d'éviter que cette disposition soit lue comme conférant un pouvoir d'appréciation à l'administrateur général, à son remplaçant ou à la personne désignée à cet effet, au directeur des opérations ou à son remplaçant, à tout chef fonctionnel ou à tout moniteur quant à leur pouvoir de retirer à l'agent concerné la détention de son armement.

En conséquence, les mots « peut lui retirer » doivent être remplacé par les mots « lui retire ».

2. Les versions française et néerlandaise du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ne correspondent pas à l'identique quant au fait que le service interne pour la prévention et la protection du travail doit être informé immédiatement du retrait de l'armement et s'il y a lieu ou non de communiquer les raisons qui justifient ce retrait.

3. L'article 16, alinéa 1^{er}, du projet dispose que

« [l']armement et l'équipement visés à l'article 3 sont attribués ou retirés à l'agent par l'administrateur général, son remplaçant ou la personne désignée à cet effet ».

Par conséquent, l'article 31, § 4, du projet doit être rédigé de la même manière et les mots « l'administrateur général et/ou son adjoint » doivent être remplacés par les mots « l'administrateur général, son remplaçant ou la personne désignée à cet effet »⁷.

Une observation similaire vaut pour l'article 35, alinéa 2, du projet, dans lequel il y a lieu d'écrire « [...] est informé par l'administrateur général, son remplaçant ou la personne désignée à cet effet ».

Article 37

Il est prévu que l'arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer la raison pour laquelle il entend ainsi déroger à la règle d'entrée en vigueur le dixième jour qui suit la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*, telle qu'elle est prescrite par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

⁷ Voir également l'article 31, §§ 2 et 3, du projet.

OBSERVATION FINALE

La rédaction de l'arrêté ministériel en projet sera soigneusement revue. Ainsi, à titre d'exemples :

1° à l'article 2, alinéa 2, de la version française, il y a lieu d'écrire « [...] les conditions prévues aux chapitres [...] » ;

2° à la fin de la phrase liminaire de l'article 3, § 2, il y a lieu de remplacer les mots, signe et chiffre « à l'art 3 §1 » par les mots, signe et chiffre « au paragraphe 1^{er} » ;

3° À la fin de la version française de l'article 14, la conjonction « ou » précédant le mot « soit » sera omise ;

4° à l'article 26, il n'est pas nécessaire d'utiliser les mots « du présent arrêté », qui seront donc omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals uit het opschrift en uit artikel 36 van het ontwerp blijkt, strekt het ontwerp tot vervanging van het ministerieel besluit van 6 mei 2003 ‘tot bepaling van de voorgeschreven uitrusting van de agenten van de Veiligheid van de Staat en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het dragen en het bewaren van de bewapening’.

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte informatie blijkt dat het ministerieel besluit van 6 mei 2003 niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, maar dat het is vastgesteld en tot op heden toegepast.

In het kader van de onderzoeksdaten gesteld door de auditeur-rapporteur heeft de gemachtigde ambtenaar een versie van dat ministerieel besluit overgezonden.

Op 18 september 2006 heeft de afdeling Wetgeving advies 41.229/2 uitgebracht over een ontwerp van ministerieel besluit ‘tot bepaling van de wapens en de munitie die behoren tot de voorgeschreven uitrusting van de agenten van de Buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens’;¹ artikel 17 van dat ontwerp voorzag in de opheffing van het ministerieel besluit van 6 mei 2003.

De gemachtigde ambtenaar heeft evenwel aangegeven dat dit ontwerp van ministerieel besluit nooit is vastgesteld en dus niet is toegepast.

Wat het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit betreft, kan worden gewezen op hetgeen de afdeling Wetgeving in het verleden al heeft opgemerkt:

“Pro memorie zij erop gewezen dat de koninklijke en ministeriële besluiten die belang hebben voor de meerderheid van de burgers integraal in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt. Zij zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij ze een andere termijn bepalen. Anders dan voor de wetten, waarvoor geen termijn van bekendmaking is voorgeschreven, geldt voor die besluiten krachtens artikel 56 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken dat ze binnen één maand van hun dagtekening worden bekendgemaakt. Die termijn is een niet-dwingende termijn. De overschrijding van die termijn levert geen grond op tot nietigverklaring van het besluit en de omstandigheid dat een besluit niet is

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/41229>.

bekendgemaakt, brengt de geldigheid ervan niet in het gedrang. Ze kan er ten hoogste toe leiden dat het besluit niet kan worden tegengeworpen.

In verband met de handelingen die geen belang hebben voor de meerderheid van de burgers bepaalt artikel 56 van de voormelde gecoördineerde wetten dat ze bij uittreksel bekendgemaakt mogen worden of het voorwerp mogen zijn van een gewone vermelding in het Belgisch Staatsblad. Wanneer de bekendmaking ervan geen enkel openbaar nut heeft, mag daarvan worden afgezien.

Van een koninklijk besluit kan ook kennis worden gegeven aan de belanghebbenden. In dat geval wordt het besluit verbindend zodra daarvan kennis is gegeven of vanaf de bekendmaking, als deze voorafgaat.

(...).”²

In casu heeft het ontwerpbesluit belang voor alle burgers in het algemeen, aangezien de toepassing ervan niet beperkt is tot een bepaald of bepaalbaar aantal burgers, en aangezien de vraag wie wapens mag dragen en op welke algemene voorwaarden, niet alleen belang heeft voor de drager van het wapen, maar eveneens, tot op zekere hoogte, voor alle burgers in het algemeen.³

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat het ontworpen ministerieel besluit wordt bekendgemaakt.

RECHTSGRONDEN

Het eerste tot het vierde lid van de aanhef strekken er kennelijk toe de rechtsgronden van het ontwerp te vermelden.

Ze geven aanleiding tot de volgende opmerkingen:

1° In het eerste lid, betreffende de wet van 30 november 1998 ‘houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten’, moet enkel melding gemaakt worden van artikel 34, zoals gewijzigd bij de wet van 30 maart 2017.

2° In het tweede lid wordt verwezen naar de wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’ (die volgens artikel 46 van die wet de “Wapenwet” wordt genoemd).

Er dient te worden verwezen naar artikel 27, § 1, derde lid, van die wet, dat de rechtsgrond vormt van artikel 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 26 juni 2002 ‘betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht’, waarbij de minister wordt gemachtigd om het ontwerp vast te stellen. Er moet

² Advies 34.016/2, op 12 augustus 2002 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 29 augustus 2002 ‘tot bepaling van de wapens en munitie die behoren tot de voorgeschreven uitrusting van de inspecteurs en adjunct-hoofdinspecteur van de dienst beveiliging van de luchthaveninspectie op de luchthaven Brussel Nationaal’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/34016>); voornoemd advies 41.229/2.

³ Voornoemde adviezen 34.016/2 en 41.229/2.

ook melding worden gemaakt van artikel 48 van de wet van 8 juni 2006, zoals dat het geval is in het tweede lid van de aanhef.

3° In het huidige vierde lid van de aanhef moet meer bepaald worden verwezen naar artikel 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 26 juni 2002, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 2019.

4° Aangezien de Codex over het welzijn op het werk geen rechtsgrond verleent aan het ontwerp, moet het derde lid van de aanhef worden weggelaten.

Daar die Codex deel uitmaakt van het juridische kader van het ontwerp – zo bijvoorbeeld vormen de artikelen I.4-25, I.4-26 en I.4-29 van de Codex het juridische kader van artikel 16, tweede lid, van het ontwerp – staat het de steller van het ontwerp vrij om van het derde lid van de aanhef een overweging te maken, die dan na de aanhefverwijzingen moet staan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In het opschrift moeten de woorden “tot vervanging van het ministerieel besluit van 6 mei 2003” worden geschrapt.

AANHEF

1. In het zevende lid moet de correcte datum van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting worden vermeld, namelijk 13 oktober 2021.

2. Het negende en het tiende lid hebben betrekking op de protocollen van de onderhandelingen met de vakbonden.

Als bijlage bij de adviesaanvraag zijn enkel de ondertekeningen van de protocollen meegestuurd, maar niet de opmerkingen die tijdens die onderhandelingen zijn gemaakt, zodat de afdeling Wetgeving daar geen kennis van heeft kunnen nemen.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat die vormvereisten naar behoren vervuld zijn.

3. In het elfde lid van de aanhef dient melding te worden gemaakt van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, aangezien is verzocht om een advies binnen een termijn van dertig dagen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In punt 4° wordt het begrip “munitie” gedefinieerd als “alle soorten munitie bedoeld in dit besluit”.

Aangezien de definitie uitgerekend de te definiëren term bevat en er geen ander element aan toevoegt, is punt 4° overbodig en moet het dan ook worden weggelaten.

2. In punt 7°, dat de definitie van “bewaarplaats van wapens en munitie” bevat, wordt verwezen naar de in de milieuvergunning gestelde voorwaarden zoals die in de ordonnantie van 5 juni 1997 ‘betreffende de milieuvergunningen’ worden bepaald, hetgeen enkel geldt voor dat type bewaarplaats dat op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen is.

De steller van de tekst moet nagaan of de definitie niet moet worden uitgebreid tot soortgelijke wetgevingen die in het Vlaams en het Waals Gewest gelden voor de toepassing van de artikelen 27 en 28 van het ontwerp.

3. In punt 9° wordt de “directeur van de operaties” gedefinieerd als “de agent van de Veiligheid van de Staat zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat of zijn vervanger”.⁴

Het zou beter zijn te verwijzen naar de definitie van “Directeur Operaties van de Veiligheid van de Staat”, vervat in artikel 3, 18°, van de wet van 30 november 1988 (*in casu* “de organieke wet” volgens artikel 1, 1°, van het ontwerp) en daaraan de door de steller van de tekst gewenste precisering “of zijn vervanger” toe te voegen.

4. In artikel 31, § 3, wordt het begrip “werkdag” gebruikt, dat noch in de wapenwet van 8 juni 2006, noch in het voorliggende ontwerp wordt gedefinieerd.

Volgens een vaste rechtspraak dekt die uitdrukking, behoudens andersluidende bepaling, niet de zondagen en wettelijke feestdagen, maar zijn de zaterdagen daarentegen wel werkdagen.⁵

Mocht het de bedoeling van de steller van het voorontwerp zijn om voor de toepassing van het besluit de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, zou in artikel 1 of in artikel 31, § 3, aanvullend moeten worden bepaald dat het begrip “werkdagen” verwijst naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

⁴ Zie inzonderheid artikel 115 van het koninklijk besluit van 13 december 2006.

⁵ Zie bijvoorbeeld RvS 20 mei 2010, nr. 204.165, *Piret*, en 11 februari 2014, nr. 226.375, *Libert*.

Artikel 6

Het verdient aanbeveling te verduidelijken wie, binnen Veiligheid van de Staat, ermee belast is de essentiële kenmerken van de vuurwapens bedoeld in artikel 3 aan het centraal wapenregister mee te delen.

Gelet op inzonderheid de artikelen 2, eerste lid, en 5 van het ontwerp gaat het wellicht om de administrateur-generaal.

Artikelen 7 tot 9 en 17

In de artikelen 7 tot 9 moet aanvullend worden gepreciseerd wat men dient te verstaan onder het begrip “basisopleiding”, in voorkomend geval door te verwijzen naar de relevante wettelijke of verordenende bepalingen of door te voorzien in een machtiging daartoe.

Die opmerking geldt *a fortiori* voor artikel 17, eerste lid, aangezien die bepaling de machtiging die aan een agent kan worden verleend om de bewapening en uitrusting voorhanden te hebben die hem toegekend zijn, inzonderheid afhankelijk stelt van de voorwaarde dat hij “de gepaste opleiding heeft gevolgd”.⁶

Artikel 12

Het begrip “lid van het interventieteam” wordt gedefinieerd in artikel 1, 12°, van het ontwerp, terwijl het begrip “agent belast met de bewaking en observatie” in het ontwerp niet nader wordt toegelicht.

In het dispositief, en dan bij voorkeur in artikel 1, moet aanvullend worden gepreciseerd onder welke dienst die agent ressorteert, in voorkomend geval door een verwijzing naar de toepasselijke reglementaire basis.

Artikel 13

De woorden “In voorkomend geval” doen vermoeden dat zou kunnen worden afgeweken van de regel voorgeschreven door artikel 13. Die bepaling is evenwel gesteld in de zin van een verplichting, opgelegd aan het lid van het interventieteam, om minstens eenmaal per jaar deel te nemen aan de training voor het gebruik van de bewapening bedoeld in artikel 3, § 2.

De woorden “In voorkomend geval” moeten dan ook worden weggelaten, tenzij het dispositief wordt verduidelijkt overeenkomstig de bedoeling van de steller van het ontwerp.

⁶ Ter vergelijking: artikel 34, tweede lid, tweede zin, machtigt de administrateur-generaal ertoe “de opleidingen die de schietmonitoren moeten volgen, de frequentie van deze opleidingen en de praktische modaliteiten [te bepalen].”

Artikelen 29 en 30

Punt 1° van artikel 29 moet worden aangevuld met de opgave van de relevante bepalingen in verband met de reglementering over het toezicht op de gezondheid van de werknemers waarnaar de steller van het ontwerp wil verwijzen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, eerste lid.

Artikel 31

1. Gelet op de strekking van paragraaf 1, die betrekking heeft op het gevaar dat het voorhanden hebben of het dragen van wapeniging door een agent inhoudt, dient men te voorkomen dat die bepaling kan worden gelezen als zou ze een beoordelingsbevoegdheid verlenen aan de administrateur-generaal, zijn vervanger of de hiertoe aangestelde persoon, aan de directeur van de operaties of zijn vervanger, aan iedere functionele chef of aan iedere monitor, met betrekking tot hun bevoegdheid om ten aanzien van de betrokken agent het voorhanden hebben van zijn wapeniging in te trekken.

Bijgevolg moeten de woorden “kan (...) intrekken” vervangen worden door de woorden “trekt (...) in”.

2. De Franse en de Nederlandse tekst van paragraaf 2, eerste lid, stemmen niet exact overeen wat betreft het feit dat de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk onmiddellijk moet worden ingelicht over de intrekking van de wapeniging, en de vraag of de redenen die die intrekking rechtvaardigen, al dan niet moeten worden meegedeeld.

3. Artikel 16, eerste lid, van het ontwerp bepaalt:

“De wapeniging en uitrusting bedoeld in artikel 3 worden toegekend of ingetrokken aan de agent door de administrateur-generaal, zijn vervanger of de hiertoe aangestelde persoon.”

Bijgevolg moet artikel 31, § 4, van het ontwerp op dezelfde wijze worden gesteld en moeten de woorden “de administrateur-generaal en/of zijn adjunct” worden vervangen door de woorden “de administrateur-generaal, zijn vervanger of de hiertoe aangestelde persoon.”⁷

Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 35, tweede lid, van het ontwerp, waarin men dient te schrijven: “(...) wordt ingelicht door de administrateur-generaal, zijn vervanger of de hiertoe aangestelde persoon”.

⁷ Zie eveneens artikel 31, §§ 2 en 3, van het ontwerp.

Artikel 37

Er wordt bepaald dat het besluit in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De steller van het ontwerp moet kunnen uitleggen waarom hij aldus wil afwijken van de regel die voorschrijft dat een besluit in werking treedt tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, zoals bepaald in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

SLOTOPMERKING

De redactie van het ontwerp van ministerieel besluit moet zorgvuldig worden nagekeken. Bij wijze van voorbeeld:

1° in artikel 2, tweede lid, van de Franse tekst schrijve men “(...) les conditions prévues aux chapitres (...)”;

2° in de inleidende zin van artikel 3, § 2, *in fine*, moet de vermelding “in art. 3, § 1” worden vervangen door de vermelding “in paragraaf 1”;

3° aan het einde van de Franse tekst van artikel 14 moet het voegwoord “ou” vóór het woord “soit” worden weggelaten;

4° in artikel 26 zijn de woorden “van dit besluit” overbodig; ze moeten dus worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT